



## Zoom sur l'économie

PAR NICOLAS MESLY

# Justin Trudeau renonce à la souveraineté du Canada

**F**in observateur de la scène politique américaine et fondateur de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Charles-Philippe David ne mâche pas ses mots sur l'Accord Canada, États-Unis, Mexique (ACEUM) ou ALENA 2.0 négocié le 30 novembre dernier. Conférencier invité lors des dernières Perspectives agroalimentaires tenues le 2 avril à Drummondville, l'expert a commenté l'accord de 1800 pages en citant l'article 10, passé sous le radar médiatique, et qui est « un recul historique parce qu'il constitue un droit de regard sur les autres traités que l'on pourrait signer, par exemple avec la Chine. C'est une violation totale de notre souveraineté », a-t-il dit.

Les éleveurs laitiers canadiens servent d'exemple de cette perte de souveraineté. L'ACEUM n'a pas fait qu'augmenter l'accès au marché des produits laitiers américains au Canada. Cette longue et ardue négociation qui a duré près de deux ans a débuté au moment où la balance commerciale était de 5 contre 1 en faveur des producteurs américains. Ces derniers exportaient 500 M\$ de produits laitiers au Canada, tandis que les éleveurs canadiens exportaient des produits laitiers aux États-Unis pour une valeur de 100 M\$.

L'ACEUM fait sauter la classe 7 (lait diafiltré), une entente privée conclue entre transformateurs et éleveurs. Il donne droit de regard sur les volumes et les prix des exportations canadiennes de lait écrémé en poudre ou de préparations pour nourrissons non seulement avec les États-Unis, ce qui aurait été acceptable, mais avec toutes les nations du monde! Quel pays accepterait une telle ingérence?

La réponse se trouve en partie dans la très forte intégration économique du Canada envers son puissant voisin et la personnalité « imprévisible » du président américain. Charles-Philippe David a d'ailleurs tenté de cerner le personnage en faisant un tour de l'actualité. Un homme décrit comme « un escroc



et un menteur » aux dires de son avocat personnel, Michael Cohen. Ce dernier passera les trois prochaines années en prison pour avoir protégé illégalement son employeur en achetant le silence de deux femmes avec lesquelles le président a eu des aventures. L'homme de loi rejoint à l'ombre une trentaine d'autres personnes de l'entourage immédiat du principal occupant de la Maison-Blanche.

Dès le début des négociations, Donald Trump a décrit l'ALENA comme « le plus mauvais accord jamais signé par les États-Unis ». Il bouscule Justin Trudeau en envoyant des tweets lapidaires à son sujet et en s'en prenant à la gestion de l'offre. Puis, en brandissant l'article 232, il s'arroge le droit d'imposer des tarifs sur l'acier et l'aluminium sans passer par le Congrès, au nom de la sécurité nationale. De cette façon, le président américain a maintenu l'équipe de négociateurs canadiens, Chrystia Freeland à sa tête, dans les câbles. Les secteurs de l'acier et surtout de l'aluminium génèrent des milliers d'emplois au Québec. Le premier ministre a mis un genou à terre quand le président américain a menacé d'imposer des tarifs sur le secteur automobile.

C'est dans ce contexte que l'ACEUM a été négocié.

À cinq mois des élections fédérales, le ministre des Finances, Bill Morneau, a annoncé entre autres une aide de 2,15 milliards \$ dans son dernier budget, afin de compenser les éleveurs non seulement laitiers, mais de volailles et d'œufs pour l'élargissement du marché canadien aux produits étrangers négociés dans les derniers grands accords commerciaux, excluant l'ACEUM, car celui-ci n'est pas encore en vigueur.

Rappelons que la gestion de l'offre est née dans les années 1970 sous le règne de Pierre-Elliott Trudeau, père de l'actuel premier ministre. Au nom de la souveraineté du Canada, celui-ci normalise les relations avec Cuba en 1976. Ce geste s'inscrit dans la foulée où le premier ministre canadien de l'époque, John Diefenbaker, avait refusé de suivre la politique américaine du président Kennedy à l'égard de l'île, à la suite de la crise des missiles de 1962. Des années plus tard, en 2003, Jean Chrétien avait tenu tête à George Bush en refusant d'embarquer le Canada dans la guerre en Irak, une guerre, faut-il préciser, déclenchée sous de fausses informations.

Justin Trudeau ne semble pas avoir pu défendre la souveraineté du Canada comme l'ont fait ses prédécesseurs. Selon Charles-Philippe David, l'ACEUM doit être maintenant ratifié par les parlements des trois pays pour qu'il devienne force de loi, mais il y a du sable dans l'engrenage. Au Canada, Chrystia Freeland a indiqué qu'elle ne déposerait le projet aux Communes que si le président américain abolit les tarifs sur l'acier et l'aluminium toujours en vigueur. Et aux États-Unis, à la veille des élections présidentielles de 2020, le Congrès est à ce point divisé que l'ACEUM de Donald Trump pourrait ne pas être entériné. 🗳️

Nicolas Mesly est agroéconomiste et journaliste spécialisé dans les enjeux agroalimentaires.

PHOTO : MAISON-BLANCHE